
Macron : un serviteur du patronat qui veut détruire nos acquis sociaux

Construire une grève générale pour lui infliger une défaite

En cette rentrée de septembre, les attaques du gouvernement de Macron sont de plus en plus claires. Son projet est global, il s'agit d'un projet de société toujours plus au service des capitalistes, et toutes et tous, exploité-e-s et opprimé-e-s, nous allons les subir de plein fouet.

Macron veut aller vite et fort, et pour cela son gouvernement veut être «habilité» par les député-e-s à gouverner par ordonnances. L'avantage est qu'il y aura moins de délibérations au parlement, et que ces ordonnances seront applicables dès leur publication. Et tant pis pour la séparation des pouvoirs exécutifs et législatifs, un des principes fondamentaux de la démocratie.

Le droit du travail en première ligne

Le modèle est clair, pour rétablir le taux de profit des capitalistes, ils ont besoin de plus de flexibilité. Ceci passe par une **facilitation des licenciements**. Au programme des ordonnances, les ruptures conventionnelles collectives deviennent possibles ce qui permet de ne plus se contraindre aux obligations du plan de sauvegarde de l'emploi.

L'appréciation des difficultés des entreprises voulant recourir aux licenciements économiques se fera désormais au niveau national et non plus mondial. S'il fallait jusqu'alors prendre en compte la situation de l'entreprise dans tous les pays où elle opère si c'est une multinationale, seule sa situation en France sera désormais considérée, ce qui laisse craindre la possibilité pour les patrons de réaliser **des faillites organisées pour noircir le tableau des comptes** des filiales françaises et ainsi licencier facilement.

Enfin, pour couronner le tout, un plafond des dommages et intérêts est fixé pour les indemnités Prud'homales, ce qui pourra permettre à **un employeur de provisionner un licenciement** et amortir l'embauche d'un jeune de qualification égale mais moins payé.

Toujours moins de protection

Le gouvernement continue le travail des précédents concernant **l'inversion de la hiérarchie des normes**: la primauté de l'accord d'entreprise va s'accroître dans la plupart des domaines (primes, indemnités diverses, congé de maternité, etc.) et la primauté de l'accord de branche sur la loi s'élargit considérablement (par exemple concernant la durée et le renouvellement des CDD).

À l'heure où la souffrance au travail, les maladies professionnelles et accidents du travail s'intensifient, **le CHSCT**, qui est l'outil essentiel pour aborder les questions autour du travail, va être fusionné avec les autres instances représentatives du personnel.

Une attaque qui s'articule avec d'autres mesures anti-sociales

Après **l'épisode des APL** que le gouvernement souhaite abaisser, les mesures anti-sociales foisonnent. Par une habile manipulation de chiffre, le gouvernement souhaite pour « augmenter le pouvoir d'achat des actif/ves », **supprimer une partie des cotisations sociales des salariés** (chômage et maladie) en échange d'une hausse de la CSG. Cette baisse des cotisations sociales revient à opposer les « actif/ves » aux retraité-e-s et aux fonctionnaires qui verront leur pouvoir d'achat se réduire. Et plus important encore, cela va dans le sens de **la destruction de la Sécurité Sociale** puisque ses cotisations alimentent la Sécu. On n'a pas fini de creuser « le trou » de la sécu.

Le gouvernement a annoncé aussi la **suppression des contrats aidés**. Même si ces contrats étaient eux aussi accompagnés des exonérations de cotisations sociales, et qu'ils étaient précaires, c'est 280 000 personnes qui se verront reléguées de contrats précaires au rang de chômeur/ses avec les difficultés à vivre qui en découlent qui s'ajoute à une situation déjà délicate. Cette suppression ne fait pas disparaître les besoins, notamment dans l'éducation. Il faut donc exiger que les emplois correspondants soient budgétés et que les bénéficiaires des contrats aidés soient recrutés sur des postes pérennes.



Contact : comite.npa14e@gmail.com
Web : npa2009.org

Enfin, le projet du gouvernement concernant l'éducation est effrayant, il prétend résoudre les problèmes d'affectations et d'échecs en licence en organisant **une présélection à l'entrée à la fac**. Il s'agit donc de réserver l'accès à l'enseignement supérieur aux élèves qui auront déjà fait la démonstration de leurs « talents » et de leurs « compétences », **au lieu de mettre le paquet pour permettre la réussite des enfants des catégories populaires**

Un projet de société au service du patronat

On le voit, le projet de Macron et de son gouvernement est global et personne ne sera épargné, avec en première ligne, **les plus précaires, les femmes et les jeunes**, les moins diplômé-e-s... Pour se défendre contre des attaques aussi importantes, il va falloir résister, s'organiser et se mobiliser.

Seule une résistance sociale d'ampleur peut permettre de faire reculer ce gouvernement. Pour cela, nous devons toutes et tous, salarié-e-s du privé, de la fonction publique, chômeur/ses et étudiant-e-s, **construire la mobilisation du 12 septembre**. Pour cela, nous devons décortiquer, expliquer et dénoncer le projet politique de Macron, qui va permettre une **plus grande exploitation des travailleur/ses dans l'intérêt des capitalistes**. C'est bien le système capitaliste en crise qui impose au gouvernement au service des capitalistes ces contre réformes.

Un des principaux modèle pris en exemple est celui de l'Allemagne, où la flexibilisation a permis la création d'emploi. Mais à quel prix ? **Les chiffres sont clairs: 23% de pauvreté chez les salarié.e.s en Allemagne contre actuellement 8% en France.**

Cette société nous révolte, et nous devons la changer pour construire un monde meilleur, il nous faudra en changer. Nous militons pour une **société communiste débarrassée de l'exploitation et de l'oppression** (des femmes, des LGBT, des musulman-e-s, des racisé-e-s etc.), une société écologiste, égalitaire, sans classe et sans oppressions, où l'on produit non plus pour le profit, mais pour les besoins de la population. **Cela passe par la réquisition des grands moyens de production par les travailleur/ses, par l'auto-organisation**, à tous les étages de la sociétés, dans les entreprises, les lieux de vie. C'est à cela que nous aspirons !

Résistons !

À l'heure où Mailly, dirigeant de FO, se couche devant le gouvernement, et que Martinez, secrétaire général de la CGT, participe à cette **mascarade de dialogue social**, nous pensons que ce n'est pas dans une pseudo négociation avec un gouvernement au service des patrons que nous pourrions résister. C'est bien en

construisant la mobilisation, sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, que nous pourrions résister pour construire un monde révolutionnaire.

L'objectif est clair, nous ne pouvons espérer le recul du gouvernement que si nous touchons au nerf de la guerre : l'économie du pays. **Nous nous devons donc de construire une grève générale qui paralyse le pays**. Les exploité-e-s du système sont ce sur quoi fonctionne toute l'économie capitaliste, notre force est donc gigantesque.

Le Front-Social



Même si la CGT est la plus grosse centrale syndicale qui a appelé à la mobilisation du 12 septembre, l'appareil de la CGT fait le strict minimum pour assurer un certain succès à cette date. Il n'y a pas de plan de mobilisation prévu, et nous avons l'expérience de la loi travail du printemps 2016 pour nous faire penser que les directions syndicales

ne souhaitent construire que des dates de mobilisation isolées. Or pour réussir à faire reculer le gouvernement, **il faudra bien plus, et les directions syndicales doivent prendre leur responsabilité et tout faire pour construire la grève générale, seule à même de faire reculer le gouvernement.**

Pour construire un rapport de force, et permettre de rassembler les équipes syndicales combatives, qui centrent leur activités non pas sur le dialogue social, mais bel et bien sur la lutte de classe, **le Front Social (FrontSocialUni sur Facebook)**, qui est né en mai dernier, est un outil crucial de la situation. Aucune statistique ne permet aujourd'hui de recenser le nombre de jours de grève et de montrer l'existence d'une vaste protestation. Le Front Social, en soutenant et publiant des informations sur différents mouvements (Deliveroo, contestation de l'université d'été du Medef...) est un moyen de compter nos forces et de les faire connaître. Nous devons tout faire pour le faire grossir, militer pour que nos syndicats, nos associations, nos collectifs le rejoignent, et en faire un outil de la lutte, permettant de construire un large front de lutte, et interpeller les directions syndicales dans l'optique de construire un vrai plan de mobilisation digne de ce nom.

Le 12 septembre toutes et tous dans la rue, contre Macron et ses ordonnances !